

<https://www.pressegauche.org/Arabie-saoudite-le-prince-l-assassin-et-le-vendeur-d-armes>



Arabie saoudite : le prince, l'assassin et le vendeur d'armes

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 13 avril 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'offre saoudienne d'un cessez-le-feu au Yémen le 22 mars est une reconnaissance par Riyad et ses partisans à Washington qu'ils ont perdu la guerre. Biden a signalé la reddition à contrecœur en février, lorsqu'il a annoncé que les États-Unis mettraient fin à leur soutien aux « opérations offensives » dans ce pays.

tiré de : Entre les lignes et les mots 2021 - Lettre n°15 - 10 avril : Notes de lecture, textes, mise-à-jour, pétitions et nouveaux liens

Publié le 7 avril 2021

<https://entreleslignesentrelesmots.blog/2021/04/07/arabie-saoudite-le-prince-l-assassin-et-le-vendeur-darmes/>

Après six ans de bombardements et de blocus, les forces houthistes sont sur le point de s'emparer de la ville centrale stratégique de Marib. Ils exigent que les agresseurs - l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France - lèvent la mainmise sur le port de Hodeidah, cause d'une catastrophe humanitaire de famine et d'épidémies sans précédent. C'est une condition posée par les Yéménites pour la reprise des négociations.

L'alliance Houthis a pris le Yémen en 2015, balayant le gouvernement dirigé par le pantin saoudien Abdrabbuh Mansur Hadi. Peu après, la guerre a commencé dans le cadre des célébrations pour marquer l'arrivée de l'héritier de facto du Royaume, le jeune prince Mohammed Bin Salman (MBS), décrit par les médias occidentaux comme « dynamique » et « modernisant ». En janvier 2015, MBS a été nommé ministre saoudien de la Défense. Obama a laissé libre cours à l'obsession de MBS pour la guerre comme un moyen de garder les Saoudiens de son côté tout en faisant pression sur l'Iran pour qu'il accepte l'accord nucléaire américain.

Deux semaines après le début de l'invasion, Anthony Blinken, alors secrétaire d'État adjoint d'Obama, a ajouté que les États-Unis accélèrent les livraisons d'armes. Des milliards ont été versés à Boeing, Raytheon, Lockheed Martin, DynCorp et Textron (qui ont fourni les bombes à fragmentation interdites par l'ONU que les Saoudiens ont larguées sur les quartiers résidentiels de Sanaa). La Maison Blanche a indiqué qu'elle fournirait également un soutien logistique et de renseignement, y compris la sélection des cibles. Depuis 2015, les États-Unis ont livré des armes de haute technologie et une aide militaire à MBS, Obama proposant de fournir plus de 115 milliards de dollars d'armes aux Saoudiens dans le cadre de 42 accords distincts, ce qui a été suivi de l'accord agréé par Trump pour 110 milliards de dollars en 2017.

Le résultat ? La pire catastrophe humanitaire depuis l'Irak. Le choléra et la faim à une échelle jamais vue depuis le siècle dernier, avec quelque 20 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire et 10 millions en danger de famine. On estime que 110 000 ont été tués dans les combats, avec un bilan global de 233 000 morts, principalement en raison de causes indirectes telles que le manque de nourriture et de services de santé. Peu d'établissements médicaux du pays sont fonctionnels.

Quant à MBS, les médias occidentaux ont avalé la publicité saoudienne. Le Royaume entreprenait des démarches pour devenir un État « libéral » avec une économie « diversifiée ». Les grands fans de cette « modernisation » du royaume saoudien étaient David Ignatius dans le Washington Post et Thomas Friedman au New York Times. « C'est un homme avec qui faire des affaires », roucoulaient les rédacteurs en chef du Financial Times dans un leader de mars 2018. The Economist a publié des publicités sur papier glacé pour les appels d'offres de privatisation saoudiens.

Arabie saoudite : le prince, l'assassin et le vendeur d'armes

Le meurtre de Jamal Khashoggi en octobre 2018 a rendu plus difficile pour MBS et ses gangsters financés par l'État de maintenir cette tournure positive. Khashoggi, auparavant un fervent défenseur de la famille royale saoudienne, était hostile à MBS et l'a écrit depuis sa tribune au Washington Post. La victime a été attirée à l'ambassade saoudienne à Istanbul, torturée à loisir et découpée en segments emballés dans des valises diplomatiques et renvoyés en Arabie saoudite. Tout cela a été secrètement enregistré par l'État turc. Les Américains sont restés silencieux jusqu'à ce qu'un rapport déclassifié des agences de renseignement aie conclu que c'était sans aucun doute MBS qui avait ordonné le meurtre. Biden, Johnson, Macron et Merkel ont rapidement accepté de pardonner au criminel saoudien, n'imposant aucune conséquence pour ses actions.

Malgré les bombardements à fragmentation saoudiens ciblant des rassemblements de civils, des écoles, des installations médicales, des infrastructures clés et des sites du patrimoine ancien - les Houthis ont tenu bon dans leurs bastions urbains.

Malgré leurs lacunes, les Houthis continuent de bénéficier d'un soutien plus populaire que les forces d'agression dirigées par l'Arabie saoudite pour des raisons à la fois historiques et immédiates. Le Yémen a une mémoire culturelle distinctive, visible partout dans son étonnante architecture islamique primitive. Une grande partie de la population considère les Houthis comme les seuls défenseurs de cet héritage souverain. Leur contrôle sur des villes comme Sanaa, Saada et Taiz - ainsi que sur les gouvernorats les plus densément peuplés du pays - est basé sur cette perception profondément enracinée, ainsi que sur la nécessité plus imminente de résister au royaume wahhabite.

Dans leur soutien à cette guerre meurtrière, les États-Unis et le Royaume-Uni ont trouvé un serviteur volontaire à l'ONU, qui continue de reconnaître le gouvernement de Hadi comme les dirigeants légitimes du Yémen malgré son mandat inexistant. Le Conseil de sécurité de l'ONU a imposé des sanctions contre les Houthis, mais pas aux forces de Hadi ou à leurs alliés étrangers. Il a retiré la coalition saoudienne de sa liste noire d'acteurs violant les droits des enfants, malgré le fait que des centaines d'enfants sont tués chaque année par des frappes aériennes.

MBS aimerait maintenant réaliser ce qu'il n'a pas réussi à obtenir par une guerre sanglante et impitoyable. Ses avions ont été abattus, des drones ont frappé Riyad et son armée - conçue pour le spectacle plutôt que pour la bataille - a subi de graves revers. Les troupes terrestres des EAU ont été forcées de se retirer en juillet 2019.

Bien que Biden ait signalé que les États-Unis mettraient fin aux « opérations offensives », ils continuent de fournir à l'Arabie saoudite des « armes défensives ». Son administration n'a rien dit sur l'arrêt des opérations techniques, logistiques et de renseignement. Selon toutes les indications, son plan est toujours d'imposer une reddition inconditionnelle des Houthis tout en maintenant ses désastreuses opérations de « contre-terrorisme » dans le pays. À ce jour, le « recalibrage » promis par Biden de la relation américano-saoudienne est introuvable.

Le fait brutal est que les vies yéménites - comme beaucoup d'autres - sont inutiles pour les sénateurs américains et les députés britanniques.

Tariq Ali

extrait d'un texte paru New Left Review, 1 avril 2021

<http://alter.quebec/arabie-saoudite-le-prince-lassassin-et-le-vendeur-darmes/>